

Édition Quotidienne.  
UN AN 6 Mois 3 Mois 1 Mois  
POUR LES ÉTATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.50  
POUR L'ÉTRANGER... \$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.80  
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro  
Cinq Sous

PREMIER DE L'ABONNEMENT.  
Édition Hebdomadaire.  
UN AN 6 Mois 3 Mois 1 Mois  
POUR LES ÉTATS-UNIS... \$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts  
POUR L'ÉTRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.25 \$1.00  
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, PRO ARIS ET FOCIS, SCIENCES, ARTS.

BUREAUX: rue de Chartres No 323. NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 7 DECEMBRE 1897. Fondée le 1er septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.  
Bureaux: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bleuville.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIS RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

## DEPECHE

### Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

## NOUVELLES AMERICAINES

## Message Annuel

## DU

## PRESIDENT MCKINLEY

Washington, 6 décembre — Le Président a envoyé, hier, son message annuel au Congrès.

### Introduction

M. McKinley félicite le congrès de se réunir de nouveau dans de si heureuses conditions. La paix et l'entente existent toujours entre les États-Unis et toutes les nations du globe; rien n'est encore venu les interrompre; nous devons nous estimer heureux de voir l'esprit de fraternité et d'union se développer dans toutes les régions de l'Union et toutes les discussions sur les questions qui intéressent le plus gravement les peuples s'élever au-dessus des étroites préjugés de partis.

### Le Tarif

Traitant, tout d'abord, la question financière, le président déclare que si les lois votées durant la session extraordinaire du congrès n'ont pas encore obtenu leur plein et entier effet, le bien qui a été accompli jusqu'ici est, à nos yeux, une preuve de leur opportunité et de leur sagesse. Pour se rendre compte de leurs conséquences permanentes, il faut du temps et les populations satisfaites de la façon dont elles ont été mises à exécution et des résultats qu'elles ont obtenus jusqu'ici, n'est nullement disposé à interrompre un essai tenté loyalement et heureusement. La question qui, après celle du tarif, appelle l'attention, c'est celle de la monnaie courante.

### La monnaie courante.

### La question des paiements en or.

Grâce aux énormes ressources du gouvernement et aux précédents honorables que nous avons sous les yeux, il nous est permis de ne pas hésiter à opérer une révision de la monnaie courante qui puisse rendre l'acquiescement de nos obligations moins onéreux pour le gouvernement et décharger nos lois financières de tout ce qu'elles ont d'ambigu et de douteux. Le côté malheureux de notre système actuel vient des sommes énormes que coûte au gouvernement le maintien au pair de nos différents monnaies avec l'or. L'expérience des quatre années qui viennent de se passer nous démontre que ce n'est pas seulement une charge onéreuse pour le gouvernement, mais aussi une dangereuse menace pour le crédit national. Il est évident qu'il nous faut adopter un plan pour protéger le gouvernement contre les émissions de bons pour les différents rachats à mesure qu'ils s'imposent. Nous avons vu cent millions de monnaie courante que le gouvernement par des engagements solennels a entrepris de maintenir au pair et personne n'est obligé de racheter de l'or excepté le gouvernement qui est dans l'obligation d'acheter de l'or. La loi qui requiert le paiement par le Trésor des billets des États-Unis exige une constante et abondante réserve d'or, surtout aux époques de panique et d'insuffisance de revenu. Pendant l'administration

précédente, il a fallu émettre et vendre \$202,315,400 de bons à quatre et demi pour cent d'intérêt, afin de maintenir la réserve d'or et payer les dépenses du gouvernement qui dépassaient le revenu.

Il est très vrai sans doute qu'une grande partie de ces émissions servait à couvrir les déficits du revenu; mais une partie considérable en a dû être consacrée à maintenir la réserve d'or.

Si l'on ne vote pas de nouvelles lois pour corriger ce défaut du système actuel; si l'on continue comme auparavant à vendre des bons, le congrès sera obligé d'autoriser le secrétaire du Trésor à vendre des bons à longue ou à courte échéance, portant un intérêt moins élevé que celui qu'autorise actuellement la loi.

Le président ajoute: « Je recommande vivement qu'aussitôt que les recettes du gouvernement suffiront à payer ses dépenses, tous les billets des États-Unis soient offerts pour le rachat en or et rachetés en or. Ces billets devront être mis à part pour n'être payés qu'en or. C'est le droit évident du porteur de bons des États-Unis de préférer l'or et de n'obtenir que de l'or: tout billet du gouvernement doit lui être remboursé en or.

Il faut débarrasser le gouvernement de la nécessité de se procurer ainsi de l'or pour les échanges et les exportations. Il faut mettre un terme à un pareil état de choses. Au milieu de la prospérité dont nous jouissons, et avec des recettes suffisantes, nous pourrions nous croire sortis d'embarras; mais la situation sera toujours la même et le danger toujours imminent.

Le président appelle l'attention sur le plan détaillé du secrétaire du Trésor en vue de protéger la réserve d'or. D'accord avec ce dernier, il recommande que les banques nationales soient autorisées à émettre des billets ayant la valeur des bons qu'elles ont déposés; que la taxe de circulation soit réduite à la moitié de 1 pour cent et que l'on crée des banques nationales au capital de \$25,000.

Il recommande enfin que les émissions de billets soient restreintes à la dénomination de \$10 ou davantage et que les badges soient requises de acheter leurs billets en or.

### La question Cubaine.

Le Président passe ensuite à la discussion des affaires étrangères; il consacre une grande partie de son message à la question cubaine. C'est le plus important problème qu'il ait à résoudre le gouvernement, en ce qui concerne les relations extérieures. Après avoir fait un court historique des soulèvements du passé, il arrive à l'insurrection actuelle; il fait ressortir les remarquables développements, les progrès qu'elle a fait; la tenacité déployée par les insurgés, contre les forces énormes que l'Espagne a envoyées à Cuba; les effroyables destructions de propriétés; le dédain que l'on a manifesté des deux côtés pour les règles du code militaire adoptées dans le monde civilisé. Tous ces faits excitent de vives appréhensions, dit-il; nous n'avons, de notre côté, nullement le désir de profiter des infortunes de l'Espagne.

Notre seul désir est de voir les cubains se gouverner eux-mêmes, comme ils l'ont été, ce qui est le droit inaliénable de tout homme de ce monde.

A propos de la politique de concentration de Weyler, il dit: Comme mesure de guerre, cette politique a complètement manqué son but. Ce n'était pas une guerre civilisée; c'était une guerre d'extermination.

Il s'élève contre ces abus des droits de la guerre. Il s'est vu, plusieurs fois, contraint de protester énergiquement au nom du gouvernement; il cite ses instructions au ministre Woodford. Elles avaient pour but de faire comprendre nettement au gouvernement espagnol, le désir sincère qu'avaient les États-Unis de prêter leur appui à l'œuvre de pacification définitive de l'île, d'une façon honorable pour l'Espagne et pour la population cubaine. Il était aussi demandé à l'Espagne si, spontanément, de sa propre volonté, elle ne ferait pas des propositions pour le règlement de cette question, et l'on ajoutait qu'il était impossible d'attendre indéfiniment la fin de cette lutte.

La réponse de l'Espagne à M. Woodford disait que les dispositions actuelles de l'administration des États-Unis permettaient d'arriver à une meilleure entente. On reconnaissait le caractère amical de nos démarches et tout ce qu'il y avait de légitime dans l'intérêt que nous portions à la solution de la question. On déclarait que le nouveau gouvernement de la métropole s'était engagé à changer de politique, et à en adopter une qui pourrait sa-

tisfaire les États-Unis et pacifier Cuba avant longtemps. Dans ce but des réformes politiques allaient être effectuées. Les opérations de la guerre seraient conduites d'une façon plus humaine, mais en même temps on demandait que les États-Unis remplissent les obligations que lui imposait la neutralité et qu'ils missent un terme au secours que, alléguait-on, les insurgés recevaient de ce pays; moyennant quoi, on espérait une prompte et complète pacification.

A ce sujet, le Président déclare que l'Espagne est dans l'erreur, quand elle nous accuse de ne pas accomplir nos devoirs internationaux. Cette accusation, de la part du gouvernement espagnol ne repose sur aucun fondement. Le message fait ressortir les efforts qu'a faits le gouvernement, dans ce sens; il a employé toute son administration et ses forces nationales, en vue d'accomplir son devoir, et il a dépensé des millions pour y arriver.

Aucune expédition militaire, aucun navire armé n'a quitté nos plages. Tout cela a été exécuté nettement au gouvernement espagnol. Prévoyant toutes les horreurs de la guerre et le danger qui pourrait en résulter pour notre propre pays intérieur, les États-Unis n'ont jamais abdicqué leur droit d'adopter une politique qui leur paraîtrait juste et convenable.

Voici les mesures qui n'ont pas encore été tentées: La reconnaissance des droits de belligérants accordés aux insurgés; la reconnaissance de l'indépendance de Cuba; l'intervention neutre, pour mettre un terme à la guerre et imposer un compromis entre les belligérants; une intervention en faveur de l'un ou de l'autre des deux partis.

« Je ne parle pas de l'annexion par la force, dit M. McKinley, il est impossible d'y penser. Ce serait une agression criminelle condamnée par la morale et le code international. »

Quant au droit de belligérants, il parle longuement du message du Président Grant, envoyé le 7 décembre 1875. Le président d'alors a déclaré que la situation à Cuba ne légitimait ni la reconnaissance de l'indépendance, ni la reconnaissance des droits de belligérants.

Il ajoute de plus qu'une reconnaissance de la « belligérance » ne placait aucune des deux parties en conflit dans une meilleure situation qu'aparavant, mais qu'elle serait, on ne peut plus favorable à l'Espagne, en lui donnant le droit de visite en pleine mer, et en lui permettant de pousser ses recherches jusque sur nos plages.

Pour ces raisons, dit le président, je considère, pour le moment, la reconnaissance aux insurgés des droits de belligérants comme imprudente et, par conséquent, inadmissible.

Si plus tard, dit le message, l'exécutif croit de son devoir d'agir, il n'hésitera pas à le faire. D'ici là, il a quelque confiance dans le résultat du nouveau changement de politique de l'Espagne et dans la fin des horreurs de la guerre civile. Ce sont là autant de raisons qui militent en faveur de la non-intervention.

Les premiers actes du nouveau gouvernement lui font honneur. Il a mis fin à la politique de rapines et d'extermination; il a fait appel à la clémence; il a pris des mesures pour venir au secours des affamés.

Les armées espagnoles, affirme-t-on, sont plus, comme auparavant, pour mission de semer partout la ruine et la désolation, mais de protéger l'agriculture et les industries qui tendent à se relever.

Le Président fait une esquisse du système d'autonomie adopté par le ministère espagnol; il ajoute que l'honnêteté commande d'accorder à l'Espagne la chance de réaliser ses promesses et de démontrer l'efficacité du nouvel ordre de choses qu'il s'est inévitablement engagé à établir.

Le message cite les concessions qui ont déjà été faites, les modifications qui ont été apportées à l'horrible système de concentration; la mise en liberté des prisonniers du « Competitor ». Actuellement, il n'y a pas un seul américain dans les prisons de Cuba. L'avenir, un avenir prochain démontrera s'il est possible par cette voie d'obtenir la paix. Si non, les États-Unis varient ce qu'ils auront à faire, suivant les exigences de la situation.

Confiant dans son droit, le gouvernement continuera à veiller sur les intérêts américains; ses efforts tendent à obtenir une paix honorable et, ajoute le président, ce sera pour nous un devoir envers nous, envers la civilisation, envers l'humanité d'intervenir puissamment. Ce n'est pas à nous qu'il faudra le reprocher, mais à la force des choses; à la nécessité qui nous contraindra à soutenir la cause de l'humanité et de la civilisation.

### L'Annexion des îles Hawaii.

Le Président passe ensuite à la question d'annexion d'Hawaii, qui devrait être déjà accomplie, dit-il. Il passe en revue les différents arguments en faveur de l'annexion. En cas de ratification du traité, et par suite de la brusque assimilation d'éléments qui sont incapables de comprendre la situation, il sera nécessaire d'adopter des lois qui assureront à chaque com-munauté la liberté de se gouverner; à sa faculté et accorderont aux Hawaïens la plus forte somme de liberté possible.

### La Question Japonaise.

#### Celle du Nicaragua.

Le différend entre le Japon et Hawaii, à propos de l'immigration est en train de se régler à l'amiable par des négociations. Notre gouvernement n'est pas intervenu; il a appris que le Japon avait actuellement confiance dans nos intentions de régler toutes les questions ultérieures au mieux de ses intérêts, dans un esprit aussi libéral que bienveillant.

Le message s'occupe également de la méaventure de M. Merry, qui n'a pas été accepté comme ministre au Nicaragua, par suite des obligations qu'impose à cet Etat la dette de la Grande République de l'Amérique Centrale.

Comme il n'y a pas, pour le moment, d'autorité légale pour le ministre actuel du Nicaragua, a reçu ordre de présenter ses lettres de rappel.

M. Godfrey Hunter sera, dit-on, accrédité de même au Honduras, qui est également membre de la Grande République. On attend une décision à ce sujet.

La question du canal du Nicaragua est actuellement sur le tapis. C'est une affaire de la plus haute importance pour notre pays.

L'administration s'en occupera activement, dès que la Commission aura fait son rapport au Congrès.

### La commission monétaire.

Au sujet de la commission monétaire internationale, M. McKinley dit que, malgré tous leurs efforts, les envoyés n'ont pu arriver à aucune conclusion.

Des remerciements sont adressés à la France qui, dans cette affaire, a embrassé la cause des États-Unis. Les négociations ne sont pas encore abandonnées. Les commissaires n'ont pas encore envoyé leur rapport final; ils pensent qu'on pourra régler la question de parité entre l'or et l'argent, en dépit des doutes que l'on a manifestés chez certaines nations.

Le président espère que ces travaux aboutiront à un arrangement international satisfaisant pour tous.

### Traité de réciprocité

M. Kasson, de l'Iowa, dirige maintenant des négociations avec plusieurs gouvernements pour obtenir des traités de réciprocité qui pourraient s'accorder avec le nouveau tarif.

On espère qu'à force de démarches et de bon vouloir, les réclamations de chaque puissance pourront être satisfaites; que les relations commerciales des États-Unis avec les autres pays s'amélioreront et que le commerce de l'Union en profitera considérablement.

Le président demande que l'on accorde plus d'extension à notre marine marchande, dont l'état actuel d'infériorité est véritablement humiliant pour une grande nation comme la nôtre.

### La question des phoques.

Le Président parle ensuite de la conférence qui a eu lieu récemment à Washington, pour la protection des phoques. C'est le devoir des gouvernements intéressés de veiller à la conservation de ces animaux; tous devraient adopter immédiatement des mesures efficaces dans ce but. Les négociations, sur ce sujet, sont encore pendantes.

### ARBITRAGE

#### Exposition de Paris.

Quant à l'arbitrage international, il n'est pas de peuple civilisé qui ne désire l'établir.

L'humanité demande, l'intérêt bien entendu des nations l'exige; il ne peut nuire à personne et il sera utile à tous; et grâce à lui tous les différends peuvent se régler, sans que l'honneur ait à en souffrir.

Le gouvernement demande au Congrès d'allouer une forte somme pour permettre aux États-Unis de faire grande figure à la prochaine Exposition de Paris. Les populations y portent ce fait, un intérêt tout à fait exceptionnel.

### Marine.

Sous le titre de « marine », le Président appelle l'attention sur la nécessité de se procurer une armée

convenable aux trois grands navires de guerre qui se construisent maintenant et qui, sans cette armure, deviendraient complètement inutiles.

Il fait un pompeux éloge des qualités de nos vaisseaux et il pense que le temps est arrivé d'avoir une marine digne de la situation que nous occupons dans le monde politique et commercial.

En réalité, les docks sont fort défectifs. Il nous faut trois ou quatre grands chantiers de marine sur l'Atlantique, un au moins sur la côte du Pacifique, et un dock flottant sur le Golfe. Il faut aussi d'amples allocations pour les munitions de guerre, pour l'augmentation de nos officiers de marine et de nos matelots.

Des additions sont nécessaires à nos chantiers de marine. Comme nous avons maintenant cinq grands bâtiments de guerre, le message recommande une forte allocation pour construire un nouveau cuirassé sur la côte du Pacifique.

C'est aussi pour nous une nécessité d'avoir plusieurs bateaux torpilleurs.

### Alaska—Indiens—Quarantaines.

Passant à la question si importante de l'Alaska, le Président rappelle l'attention du Congrès sur le besoin d'augmenter les pouvoirs et le nombre des autorités civiles. Il faut en dresser les plans, y opérer les divisions nécessaires, y établir un nouveau bureau des terres, quelque part dans la vallée de l'Yukon. Une allocation de fonds est demandée dans ce but. Il est nécessaire d'établir une force militaire quelconque. Des rapports inquiétants se sont arrivés; ils établissent un déficit probable dans les articles d'alimentation à l'usage des militaires. Si ces rapports sont vérifiés, on sera obligé, coûte que coûte, de venir à leur secours.

Dans le territoire indien, les affaires ne marchent pas d'une façon très satisfaisante.

La population blanche, qui y est fort nombreuse, se trouve, dit-on, sans protection, sans écoles, sans droits de citoyenneté. Les chefs indiens ont absorbé la plus grande partie des terres, et y ont créé une véritable aristocratie; les amis des indiens pensent que ce qu'il y a de mieux à faire, pour satisfaire les intérêts des cinq nations civilisées serait de leur accorder les droits de citoyens américains.

Quant à la commission Dawes, laquelle avait pour but d'obtenir le consentement des Tribus pour arriver à l'extinction de leurs titres et à une répartition des terres, elle a fait fauché. Si les indiens s'obstinent dans leur refus de ratifier la convention, le congrès se trouvera dans l'obligation de formuler une nouvelle loi sur ce sujet.

Le Président approuve la recommandation du secrétaire du trésor, relativement à l'extinction des lois quarantaines, et il suggère la nomination d'une commission spéciale pour s'assurer des causes réelles de la fièvre jaune.

### Le Kansas-Pacifique.

A propos de la vente prochaine du chemin de fer Kansas Pacific, le président déclare que si personne ne fait de soumissions supérieures au prix fixé par la Cour, le gouvernement ne pourra toucher que \$2,500,000 sur une réclamation de près de \$13,000,000. Ce serait une grosse perte. Il pense justement que le gouvernement, lui aussi, le droit de faire des soumissions sur ce chemin et il a ordonné un secrétaire de faire un dépôt de \$500,000, en qualité de missionnaire et de faire hausser la vente jusqu'à un montant au moins égal au principal de la créance du gouvernement.

Cependant, dans une opération aussi importante, par suite de laquelle le gouvernement pourrait peut-être devenir le propriétaire d'une ligne de chemin de fer, il pense que le congrès devrait voter une loi pour définir nettement le but qu'il se propose.

Il est clair pour lui, cependant, que le gouvernement ne doit pas laisser vendre cette propriété à un prix qui ne s'éleverait pas à la moitié du principal de la dette, ni au cinquième de la dette générale, principal et intérêt.

### Le Service Civil.

Le président consacre le dernier chapitre de son message au service civil. La mise à exécution de cette amélioration a été l'objet de longues discussions et elle a reçu l'approbation des deux pouvoirs, législatif et exécutif.

Pendant les derniers mois qui viennent de s'écouler, ce service s'est plus solidement assis et est amélioré les procédés employés pour s'assurer des titres et des mérites personnels des postulants. On a réinstallé sur la liste les vétérans qui étaient réellement méritants; on a rayé

### Incendie d'un hôtel.

Milwaukee, Wisconsin, 6 décembre.—Un incendie a éclaté ce matin à deux heures 30 dans la Lake House, une bâtisse à quatre étages située à l'angle des rues Lake et Frey. Soixante personnes dormaient dans l'hôtel à ce moment. Un homme a perdu la vie et cinq personnes ont été blessées en fuyant.

Charles Patterson, un ouvrier, est mort asphyxié. En sautant par les fenêtres les personnes suivantes se sont blessées: Auguste Henshman, maître de prière; David Baker, coupeurs à la tête; Thomas O'Brien, jambe foulée et contusion à la tête; Robert Pater, coupeur à la tête; Frank Miland, un poignet et les jambes foulés.

La perte matérielle est légère.

### A la Chambre

Washington, 6 décembre.—Dans le profond silence qui a suivi l'ouverture de la séance la prière de l'éminent prédicateur anglais, le révérend Charles A. Berry, de Wolverhampton, Angleterre, a fait une grande impression.

Le speaker a aussitôt ordonné au greffier de faire l'appel. Cette formalité a pris une demi-heure.

Dans la tribune diplomatique on remarquait M. Lefevre, chargé d'affaires, et d'autres fonctionnaires de l'ambassade de France; se-nor Corea, chargé d'affaires de « Plus Grande » république de l'Amérique centrale, et d'autres diplomates.

Dans la tribune de l'exécutif se trouvaient de nombreux fonctionnaires de l'exécutif auxquels le secrétaire Porter avait remis des cartes. Plusieurs anciens congression-nels se trouvaient dans la salle.

### Rechute de Mme McKinley.

Canton, Ohio, 6 décembre.—A onze heures 30 du matin M. Abner McKinley a déclaré qu'on venait de constater une rechute de Mme McKinley.

Tout indiquait que cette rechute serait grave. Les médecins ont été appelés immédiatement et les amis de la famille se sont réunis au chevet de la malade.

### Le successeur de l'attorney général McKenna.

San Francisco, Californie, 6 décembre — Le « Chronicle » publie l'éditorial suivant: La nomination probable de l'attorney général McKenna aux fonctions de juge de la cour suprême a fait surgir de nombreuses candidatures dans diverses parties du pays à la place qu'il va laisser vacante.

La plupart de ces candidatures viennent des États de l'est, dont les intérêts sont déjà bien représentés dans les hautes sphères gouvernementales.

A cet égard et à d'autres leurs prétentions à la place d'attorney général ne sont pas aussi clairement fondées que celles de la Californie.

La Californie a demandé une représentation dans le cabinet dès le début de l'administration McKinley. Rien n'est venu depuis diminuer la valeur de ses prétentions. L'intention était évidemment de nommer M. McKenna pour quatre ans. Il n'en a pas accepté une nomination pour quelques mois. Des circonstances exceptionnelles vont créer une vacance dans le cabinet, mais elle ne sera pas d'un caractère qui permette au président de priver l'ouest et particulièrement la Californie, dont la fidélité suprême au parti républicain a été mise à l'épreuve à la dernière élection présidentielle.

Ce n'est pas une compensation pour la côte du Pacifique et la Californie que de nommer M. McKenna juge de la cour suprême attendu qu'il y remplacera un californien et laissera notre représentation dans les hautes sphères gouvernementales dans le même état qu'avant que nous eussions obtenu une place dans le cabinet pour l'un des nôtres.

L'équité requiert que les bénéfices que nous avons obtenus en 1897 ne nous soient pas enlevés en 1897; et, en outre, que l'ouest ait une influence ininterrompue sur les plus grandes questions de politique nationale d'un intérêt vital pour lui, plutôt qu'une représentation intermittente.

En résumé, la Californie a obtenu une représentation dans le cabinet pour quatre ans. La dette a été reconnue et le paiement en a commencé, et il n'est que juste qu'elle soit entièrement payée.

### Le « Dimanche de Paix »

Cleveland, Ohio, 6 décembre.—William G. Hubbard, président de l'Association des Amis de la Paix d'Amérique, a lancé aujourd'hui une circulaire aux membres du clergé du pays.

Il a été décidé au congrès international de la paix, dit M. William G. Hubbard, que le troisième dimanche de décembre serait le « Dimanche de Paix », et que les ministres de l'évangile devraient, à cette occasion, prêcher la paix et l'arbitrage.

Il est suggéré que les prochains sermons soient fortement en faveur des traités d'arbitrage et suivis de résolutions demandant au président McKinley et au secrétaire Sherman d'entamer de nouvelles négociations avec l'Angleterre pour la conclusion d'un traité équitable.

### Empoisonnement.

Manchester, New Hampshire, 6 décembre.—Une dépêche spéciale d'Exeter à l'Union annonce que trois personnes, Maurice Fitzsimmons, Edwin W. Quinby et sa femme ont été empoisonnés par de l'alcool de bois la nuit dernière.

Fitzsimmons et Quinby ont succombé, et l'état de Mme Quinby est des plus critiques.

### La paix au Guatemala.

Washington, 6 décembre.—Le dernier courrier a apporté des nouvelles rassurantes à la légation du Guatemala à Washington. Les lettres reçues établissent que la paix est rétablie dans toutes les parties du pays, et que rien n'indique d'autres soulèvements révolutionnaires.

La peine capitale n'a pas été infligée aux prisonniers politiques, et contrairement aux rapports mis en circulation à l'étranger la peine du fust est en usage au Guatemala.

L'activité commerciale est grande et on annonce que le mouvement des marchandises a été très actif pendant le mois de novembre.